

Du Sénégal à Djibouti, une Grande Muraille verte contre la désertification



Aux abords du forage de Widou Thiengoli, au Sénégal. AXEL DUCOURNEAU / CNRS PHOTOIQUE

Le programme de plantation d'arbres doit s'intégrer aux besoins des populations locales.

MARIELLE COURT @MarielleCourt
ENVOYÉE SPÉCIALE À WIDOU AU SÉNÉGAL

ENVIRONNEMENT En file indienne, elles avancent par centaines d'un pas mécanique et assuré, tendues vers un seul objectif : l'eau. Au nord du Sénégal, les troupeaux de vaches aux cornes amples, qui font la richesse des Peuls et expriment la puissance de leurs propriétaires, sont au cœur de toutes les attentions. Les nourrir, les abreuver occupe chaque instant des familles. À Widou (commune de Tèssékéré), dans la région du Férolo, bêtes et hommes ont ainsi organisé leur vie autour de l'un des forages creusés dans les années 1950 par les Français et s'y retrouvent quotidiennement dans un entremêlement de bêtes et de charrettes.

Les unes pour boire, les autres pour apporter le précieux liquide aux troupeaux restés près des campements, complétés ces dernières années par des moutons et des chèvres. Mais l'équilibre est de plus en plus fragile dans cette zone sahélienne où la pression des bêtes et des hommes sur le milieu tourne vite au drame, pour peu que la pluie déjà faible se fasse encore plus rare ou plus simplement ne tombe pas au bon moment. Les anciens se souviennent des famines et de la disparition de milliers de têtes de bétail provoquées par les grandes sécheresses des années 1980. Les changements climatiques ajoutent à la menace.

C'est pour tenter de parer à la désertification rampante dans tous les pays subsahariens qu'en 2002, lors d'un sommet organisé sur le sujet au Tchad, est apparue l'idée de planter des arbres. Le projet de la Grande Muraille verte était né. Une ligne végétale partant du Sénégal à l'ouest et longeant le désert africain pour rejoindre Djibouti à l'est. Le tracé projeté est approuvé en 2005. Le tracé projeté de boiser une bande d'environ 15 kilomètres de large, là où la pluviométrie est au mieux inférieure à 400 mm d'eau par an. Au Sénégal, la bande concernée s'étend sur 550 kilomètres. D'ouest en est, jusqu'à Djibouti, cela représente un peu moins de 8 000 kilomètres.

Un projet aussi complexe qu'ambitieux. Dix ans après son lancement officiel « il s'agit toujours d'un projet embryonnaire », estime la spécialiste de biologie végétale, Deborah Goffner, directrice de recherche au CNRS et membre de l'équipe scientifique qui travaille au Sénégal. Le vocabulaire employé mérite en outre d'être expliqué. Dans ces régions, la notion de muraille verte n'a pas

grand-chose à voir avec ce qu'elle évoque. « Si en Chine le projet de muraille verte ressemble effectivement à un mur, précise la scientifique, il faut au Sahel imaginer une steppe arbustive », où les arbres sont parsemés dans le paysage. Mais surtout, le projet a évolué. Il est désormais pensé comme un aménagement territorial avec les populations, et pas seulement comme des arbres plantés sur des kilomètres.

C'est ainsi que l'OHMI (Observatoire hommes-milieux international) dirigé par l'anthropologue et directeur de recherche au CNRS Gilles Boëttsch a piloté sur place une bonne vingtaine de projets de recherche, ayant trait à l'alimentation, aux plantes médicinales, à l'usage économique des arbres, à la façon dont s'organisent les marchés comme à la présence ou non, d'insectes. « La Grande Muraille verte crée une microéconomie », rapporte le chercheur qui est également directeur de l'unité mixte internationale (UMI) environnement santé société, le premier laboratoire international du CNRS avec des universités africaines, basé à Dakar. Des recherches scientifiques au service des travaux entrepris sur le terrain par l'Agence nationale de la Grande Muraille verte.

Environ 5 000 ha d'arbres sont plantés chaque année depuis 2008. À l'entrée de la toute première parcelle de 2 000 hectares choisie il y a donc huit ans à 4 kilomètres du village, Aliou Guissé, le codirecteur de l'UMI, raconte : « La première règle à respecter c'est de choisir des espèces d'arbres qui résistent aux conditions pluviométriques difficiles. » Il en va ainsi de certains acacias « dont les racines peuvent représenter jusqu'à 20 fois la partie aérienne de l'arbre », rapporte-t-il. Mais il s'agit également de voir auprès des populations locales ce qui les intéresse. Sept espèces ont ainsi été sélectionnées sur des critères aussi sociologiques qu'écologiques.

D'un simple regard, le terrain ceinturé d'un grillage paraît plus dense qu'aux alentours. « Le taux de réussite de ces plantations est de 70 % », affirme Aliou Guissé. Mais il a fallu planter et replanter dans les conditions sont difficiles. Sans oublier l'effet très important des espèces qui se régénèrent naturellement. Derrière les barrières, les jeunes pousses sont en effet protégées de la voracité des trou-

peaux. « Pour que l'arbre ait une chance de survivre, il faut qu'il soit suffisamment grand afin que les chèvres ne puissent pas accéder aux bourgeons », poursuit-il. Parmi les sept espèces réintroduites, deux ont les faveurs de la population. *Balanites aegyptiaca*, plus connu sous le nom de dattier du désert, est ainsi utilisé en médecine, pour réguler la tension artérielle. Les travaux des chercheurs ont permis également de montrer les propriétés antioxydantes du fruit, par ailleurs très riche en acide gras insaturé. Autre source de revenu, l'Acacia Sénégal, dont on extrait la gomme arabique. Dans cet espace clos depuis plusieurs années, les arbres sont aujourd'hui arrivés à maturité. Dans les deux cas, il existe des projets pour pouvoir les exploiter.

Faire baisser la chaleur

Lorsque Deborah Goffner pénètre à quelques kilomètres de là sur une autre parcelle également protégée, une petite déception se lit sur son visage. Ici, tout est expérimental : des arbres ont donc été plantés il y a deux ou trois ans avec des graines de différentes provenances, avec ou sans engrais... Mais dans les hautes herbes jaunies, plusieurs restent invisibles. Pas de quoi décourager la chercheuse mais il faut se faire à l'évidence : le taux de survie de certaines espèces ne dépasse pas 20 %. Clairement, « les arbres qui s'en sortent le mieux sont ceux qui se régénèrent ».

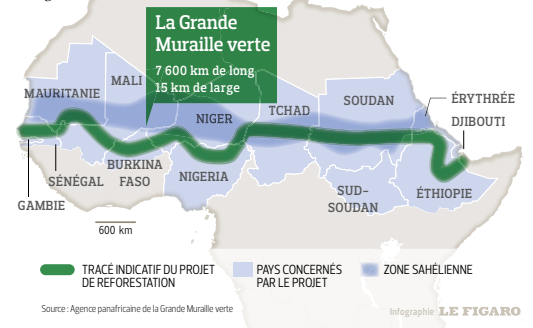
rent tout seuls, lorsqu'ils sont protégés par des barrières », remarque-t-elle.

L'enjeu est essentiel. Dans ces zones où le thermomètre tutoie en été des températures parfaitement inconnues des climats continentaux, des arbres même maigrichons, même espacés de plusieurs mètres, suffisent-ils à faire baisser légèrement la chaleur et à apporter un peu d'humidité ? Les capteurs posés depuis un an déjà sur plusieurs arbres « montrent des tendances très favorables », rapporte Aliou Guissé, si cela se confirme ce sera un argument de plus en faveur du reboisement.

Du côté de l'agence sénégalaise, la détermination est totale. « Nous avons fait un tiers du programme en 6 ans, soit environ 175 kilomètres sur les 550, soit de passer en Mauritanie. Il nous faudra encore quinze ans au moins pour arriver jusqu'au bout », raconte Pape Waly Gueye, le directeur de l'agence.

Albert est né en 1945. Sur le seuil de sa petite maison il raconte bien volontiers le grand programme mené par des Allemands auquel il a participé au milieu des années 1970 pour tenter de maintenir un indispensable équilibre entre les hommes, les animaux et la nature. Mais il n'a pas résisté à la pression humaine, au bétail trop nombreux. « Quand les animaux ont faim, les éleveurs deviennent sourds et aveugles », résume Albert.

Mais « je souhaite que ce projet de Grande Muraille verte réussisse », assure-t-il. Y a-t-il un autre choix ? ■



100% des flux migratoires africains viennent des zones arides

Onze au départ, ils sont désormais 20 pays africains de la zone saharienne à adhérer au projet de l'Agence panafricaine de la Grande Muraille verte qui se sont réunis pour la première fois cette semaine à Dakar, Sénégal. L'occasion de faire le point sur cet enjeu essentiel de lutte contre la désertification et de soutenir aux communautés locales. « La Grande Muraille verte est un projet politique visant à intégrer les populations vivant dans ces zones sèches et arides dans un projet d'utilisation et de gestion durable de leur terre », rappelle Monique Barbut, la secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (UNCCD).

Il faut garder en tête que sur près de 800 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, 20 millions vivent au Sahel. Aujourd'hui l'UNCCD estime qu'un peu moins de la moitié de la superficie du continent africain est affectée par la dégradation des terres, mettant en péril les moyens d'existence de près de 65% de la population africaine. « Cela pourrait inciter les jeunes africains à rejoindre les groupes tels que Boko Haram ou tenter de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe », raconte Camilla Nordheim-Larsen (UNCCD). « Si on regarde les flux migratoires de ces dernières années, 100% viennent des zones arides », insiste Monique Barbut. M.C.

Des jardins potagers gérés par les communautés de femmes

LES RANGÉES sont au cordeau. Ici des oignons, là des pommes de terre à côté des tomates, des aubergines mais aussi du niébé, ce haricot sec à œil noir... Le projet de Grande Muraille verte qui traverse l'Afrique de part en part n'a pas seulement pour vocation de permettre qu'on plante des arbres en accord avec les besoins des populations locales pour freiner la désertification. Il s'accompagne d'autres programmes, la création, notamment au Sénégal, de grands jardins polyvalents auprès des villages. Avec une particularité : ils sont entièrement gérés par des communautés de

femmes. Elles sont 248 à Widou, 156 un peu plus loin dans le village de Koyli Alpha et, chaque fois, un même fonctionnement : elles se répartissent dans six groupes, chacun étant responsable d'une journée de travail dans la semaine.

Sur la seule commune de Tèssékéré, huit jardins ont ainsi été créés, avec un bénéfice immédiat : ce qui est produit est autoconsommé, le reste est vendu au marché. « Auparavant, pour avoir des légumes frais, nous devions parcourir plus de 80 kilomètres », raconte Djina Diallo, la présidente du groupe de femmes de Widou. Quant aux bénéfices ils servent à

créer des « tontines », un système d'épargne collective permettant d'assurer des petits prêts ou de racheter d'une année sur l'autre des graines, jusque-là fournies par l'Agence de la Grande Muraille verte.

Ces immenses jardins qui s'étalent facilement sur plusieurs hectares vont aussi apporter un produit rare : des fruits. Les arbres ont été plantés et « dans quatre ans nous aurons des mangues, des citrons, des gouyaves des oranges et des pamplemousses », raconte Nafissatou Ba.

Mais, pour ces jardinières, il est un point noir qui les met parfois en concu-

rence avec leur propre famille d'éleveurs : l'eau. « Il y a trop de bétail », se lamentent l'une d'entre elles sans pour autant remettre en cause l'ordre immuable des priorités : « d'abord le bétail, puis les personnes et les jardins en dernier ». L'eau est utilisée précautionneusement. La goutte-à-goutte est de rigueur et, en période de sécheresse, les femmes ne bénéficient de l'eau du forage que durant la nuit. Le programme de la Grande Muraille verte, c'est aussi ça pour ces jardinières : l'espoir d'enfin faire valoir leur droit sur l'or bleu, enjeu numéro un. ■ M.C.